



**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20220725

ARRÊTÉ
modifiant les prescriptions techniques applicables
à la société PROCAR RECYGOM
sise sur la commune de Joze – ZI des Bordes

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Vu le projet d'arrêté porté le 18 mai 2022 à la connaissance du demandeur :

Vu le courriel de PROCAR RECYGOM, en date du 30 mai 2022 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que l'augmentation de la capacité de production de 100 tonnes par jour à 120 tonnes par jour des installations soumises à la rubrique ICPE 2791-1 dépasse le seuil d'autorisation de 10 tonnes par jour, sans pour autant augmenter l'emprise foncière du site ni la surface des bâtiments ;

Considérant que la suppression de la cisaille fonctionnant au gasoil permet de supprimer à la fois des émissions atmosphériques liées au fonctionnement de son moteur et à la fois les risques liés au stockage du combustible ;

Considérant que l'optimisation de la capacité de cisailage ne génère pas d'augmentation du volume de stockage de pneumatiques usagés ou de broyats de pneumatiques ;

Considérant que l'extension dépasse en elle-même le seuil d'autorisation sous la rubrique ICPE 2791, sans pour autant dépasser le seuil d'autorisation de la rubrique ICPE 3531 ;

Considérant que l'augmentation de la capacité de stockage de déchets issus de l'industrie du caoutchouc, hors contrat de reprise par ALIAPUR, a été prise en compte dans les calculs de garantie financières ;

Considérant que le montant calculé et réajusté reste inférieur au seuil de 100 000 € prévu à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement et qu'en conséquence l'établissement n'est pas soumis à l'obligation de constitution de garanties financières ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, les modifications demandées ne peuvent être qualifiées de substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement au vu de la décision d'examen au cas par cas sus-visée et des éléments des dossiers présentés qui démontrent que les risques restent maîtrisés ;

Considérant qu'il est néanmoins nécessaire de mettre à jour les prescriptions techniques applicables à l'établissement de la ZI des Bordes, pour permettre la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

TITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 OBJET

La Société PROCAR RECYGOM, SIRET n°38426843900039, dont le siège social est situé ZI des Bordes à Joze, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, de son établissement, situé à la même adresse, des activités détaillées dans les articles suivants.

CHAPITRE 1.2 MODIFICATIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2009 modifié sus-visé est modifié suivant les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 AGRÈMENT DES INSTALLATIONS

Le tableau de l'article 1.1.2. de l'arrêté du 15 mai 2009 sus-visé est remplacé par le suivant :

| <i>Nature des déchets</i> | <i>Provenance Interne / Extérieure</i> | <i>Quantité maximale admise</i> | <i>Conditions de valorisation</i> |
|--|---|---------------------------------|-----------------------------------|
| Pneumatiques usagés (PU) | Provenance extérieure : départements dans lesquels PROCAR est agréé | 16 000 tonnes | Tri, regroupement |
| Pneumatiques usagés non réutilisables et broyés (PNUR) | Provenance interne ou d'autres collecteurs agréés | 22 000 tonnes | Broyage |

CHAPITRE 1.4 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.4.1. Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1.1 de l'arrêté du 15 mai 2009 sus-visé est remplacé par le suivant :

| <i>Rubriques</i> | <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume autorisé</i> | <i>Régime</i> | <i>Seuil</i> |
|------------------|---|------------------------|---------------|--------------|
| 2714-1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : – pneumatiques usagés entiers et broyés à hauteur de 5800 tonnes – déchets de caoutchouc de l'industrie manufacturière : à hauteur de 700 tonnes maximum | 18 480 m³ | E | 1 000 m³ |
| 2791-1 | Installation de traitement de déchets non dangereux : broyage de pneumatiques usagés et de déchets de caoutchouc de l'industrie manufacturière – deux broyeurs fonctionnant à l'électricité | 120 t/j | A | 10 t/j |
| 3531 | Élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération | 120 t/j | A | 50 t/j |

A : Autorisation ; E : Enregistrement

Article 1.4.2. Autres installations

Le tableau de l'article 1.2.1.1 de l'arrêté du 15 mai 2009 sus-visé est remplacé par le suivant :

| <i>Désignation des activités</i> | <i>Volume</i> | <i>Seuil de classement</i> |
|---|---------------|----------------------------|
| Dépôt de gaz inflammable liquéfié en bouteilles | 156 kg | 6 t |
| Stations-service : installation non ouverte au public ; le volume annuel de carburant distribué étant < 500 m³ de carburant | Q < 500 m³/an | Q > 500 m³/an |
| Dépôt de liquide inflammable : GO en réservoirs aériens | 3 tonnes | 50 t |

TITRE 2 - TEXTES APPLICABLES

CHAPITRE 2.1 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Le tableau du chapitre 1.7 de l'arrêté du 15 mai 2009 sus-visé est remplacé par le suivant :

| <i>Dates</i> | <i>Textes</i> |
|--------------|--|
| 31/05/21 | Arrêté du 31/05/21 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement |
| 15/12/15 | Arrêté du 15 décembre 2015 relatif à la collecte des déchets de pneumatiques |
| 31/07/12 | Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement |
| 31/05/12 | Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines |

| | |
|----------|--|
| 31/05/12 | Arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement |
| 04/10/10 | Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| 29/07/05 | Arrêté du 29/07/05 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du Code de l'Environnement "circuits de traitement des déchets " |
| 02/02/98 | Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| 23/01/97 | Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |
| 06/05/96 | Arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif |
| 31/03/80 | Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion |

TITRE 3 - DÉCHETS

CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES DÉCHETS ENTREPOSÉS DANS L'ÉTABLISSEMENT

Sous l'article 5.1.8 de l'arrêté du 15 mai 2009 sus-visé est inséré l'article suivant :

Article 5.1.9. Quantités maximales de déchets présentes sur site :

Les quantités maximales des principaux déchets entreposés sur le site sont fixées à :

| <i>Nature du déchet</i> | <i>Quantité (t)</i> |
|---|---------------------|
| Huiles usagées | 1 |
| Hydrocarbure et eaux souillées issus des séparateurs d'hydrocarbures | 6+1 |
| Mini-station d'épuration : matières issues du nettoyage | 4,5 |
| Pneumatiques usagés, déchets de caoutchoucs issus des industries (hors contrat Aliapur) | 50 |
| Pneumatiques et caoutchouc broyés issus des industries (hors contrat Aliapur) | 650 |
| Pneumatiques usagés entiers et broyés (contrat Aliapur) | 5800 |
| Balayures | 10 |
| Bois | 3,5 |
| Métaux | 10 |

CHAPITRE 3.2 QUANTITÉS MAXIMALES ADMISES

L'article 8.5.1.2.3 de l'arrêté du 15 mai 2009 sus-visé est remplacé par le suivant :

« 8.5.1.2.3 Quantités maximales admises

Les quantités maximales admises de pneumatiques usagés tous types confondus sur le site de la société RECYGOM sont de 22 000 tonnes par an.

Les pneumatiques usagés sont livrés avec tous les éléments nécessaires pour assurer leur traçabilité (identification du client, du transporteur, du véhicule, des pneumatiques...). »

TITRE 4 - DISPOSITIONS A CARACTÈRE ADMINISTRATIF

CHAPITRE 4.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue ci-après.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/>

CHAPITRE 4.2 NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à la Société PROCAR RECYGOM et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 4.3 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, ainsi que le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée:

- au maire de Joze
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Clermont-Ferrand, le

02 JUIN 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Laurent LENOBLE

MS. A. 1. 1. 1.